



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

réforme

Question au Gouvernement n° 2591

Texte de la question

RÉFORME DES RETRAITES ET MOUVEMENT SOCIAL

M. le président. La parole est à M. André Gerin, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. André Gerin. Monsieur le Premier ministre, il faudra bien vous faire une raison/ votre réforme des retraites est majoritairement condamnée par nos concitoyens. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Le mécontentement, l'exaspération sont à leur comble. Pour être chaque jour présent à la raffinerie de Feyzin, je puis vous dire que vous n'en avez pas fini avec le mouvement social. (*Murmures sur les bancs du groupe UMP.*) Les Français ont compris non seulement que votre projet est injuste, mais qu'il est aussi une escroquerie politique.

M. Jean-Claude Lenoir. Oh !

M. André Gerin. En effet une retraite peut en cacher une autre : la retraite par répartition cache la retraite par capitalisation. (*" Ah ! " sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Lucien Degauchy. C'est tout le contraire !

M. André Gerin. L'article 32 dynamite en effet la retraite par répartition. En modifiant profondément la réglementation de l'épargne-retraite, il ouvre un marché de 40 à 100 milliards d'euros, avec les compliments de Parisot et de l'UIMM. Bingo pour les assureurs et les banques !

Voilà la vérité, avec une intrigue à la clé. En effet un homme peut en cacher un autre. (*" Ah ! " sur les bancs du groupe UMP.*) Tablant sur une baisse de 8 % des retraites, Guillaume Sarkozy, le frère du Président de la République, veut s'occuper de ce pactole avec le groupe Malakoff-Médéric et la Caisse des dépôts et consignations, dès le 1er janvier 2011. Or la Caisse des dépôts et consignations gère les fonds des retraites par répartition. Le Gouvernement a-t-il décidé de mettre la CDC au service de la capitalisation ?

Voilà une escroquerie...

M. le président. Merci, monsieur Gerin.

La parole est à M. Georges Tron, secrétaire d'État chargé de la fonction publique.

M. Georges Tron, *secrétaire d'État chargé de la fonction publique*. Monsieur le député (*M. Gerin brandit une photographie du Président de la République et de M. Guillaume Sarkozy. - Exclamations sur les bancs des groupes UMP et NC*),...

M. le président. Monsieur Gerin, je vous en prie. Veuillez remettre cette photographie aux huissiers. (*M. Gerin refuse de donner la photographie à un huissier.*)

M. Georges Tron, *secrétaire d'État*... j'ai entendu les mêmes propos en 1993, lorsque le gouvernement d'Édouard Balladur a pris ses responsabilités pour sauver le système des retraites ; en 2003, lorsque François Fillon a conduit, avec Jean-Paul Delevoye, la réforme des retraites ;...

M. le président. Messieurs les huissiers, veuillez prendre cette photographie. (*M. André Gerin refuse de remettre la photographie aux huissiers. - Protestations sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

M. Georges Tron, *secrétaire d'État*. ...et en 2007-2008, lorsque Xavier Bertrand a mené à son tour une réforme des retraites.

M. le président. Messieurs les huissiers, prenez la photographie ! (*M. André Gerin persiste dans son refus. - Vives protestations sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

M. Georges Tron, *secrétaire d'État*. Monsieur le député, si vous accordiez un tant soit peu d'attention à ma

réponse,...

M. le président. Je vais suspendre la séance. (*M. Gerin brandit toujours la photographie.*)

M. le président. Nous passons à la question suivante.

Données clés

Auteur : [M. André Gerin](#)

Circonscription : Rhône (14^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2591

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : Fonction publique (II)

Ministère attributaire : Fonction publique (II)

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 octobre 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 27 octobre 2010